
Identifier les classes moyennes africaines : **Diversité, spécificités et pratiques de consommation** **sous contrainte**

Clélie Nallet

Décembre 2015

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales.

Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901).

Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares think tanks français à se positionner au cœur même du débat européen.

Les opinions exprimées dans ce texte
n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

ISBN : 978-2-36567-481-2

Tous droits réservés © Ifri – 2015

Ifri
27 rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15 – FRANCE
Tel : +33 (0)1 40 61 60 00
Fax : +33 (0)1 40 61 60 60
Email : ifri@ifri.org

Ifri-Bruxelles
Rue Marie-Thérèse, 21
1000 – Bruxelles – BELGIQUE
Tel : +32 (0)2 238 51 10
Fax : +32 (0)2 238 51 15
Email : info.bruxelles@ifri.org

Website : www.ifri.org

Auteur et remerciements

Clélie Nallet est chercheur associé au LAM (Les Afriques dans le Monde Science Po Bordeaux) et consultante. Actuellement rédactrice en chef adjointe de la revue *Secteur Privé & Développement* de Proparco, son expertise porte sur les transformations socio-économiques africaines, les classes moyennes, et les aspects sociaux du développement. Elle a consacré sa thèse de doctorat à l'étude des « classes moyennes » éthiopiennes et travaille depuis 2010 au sein du groupe de recherche « classes moyennes africaines » de LAM.

Cette étude se nourrit d'une réflexion collective engagée dans le cadre des travaux de ce groupe de recherche. L'auteur remercie particulièrement Dominique Darbon, Comi Toulabor, Élodie Escusa et Anna Fichtmüller pour ces échanges et leurs apports. Elle remercie aussi vivement Hélène Quénot-Suarez d'avoir suivi cette étude et de l'avoir enrichie par ses contributions.

Résumé

L'Afrique, longtemps perçue comme un continent « perdu » ou marginal, est, depuis une décennie, considérée comme un continent d'avenir, « une nouvelle frontière », un « relais de croissance ». Ses bonnes performances économiques et l'accroissement du nombre de consommateurs potentiels ont attiré l'attention des investisseurs. Cet optimisme vis-à-vis du continent trouve notamment son origine dans un rapport de la Banque africaine de développement (BAD), paru en 2011, qui identifie un groupe de « classes moyennes » de 300 millions d'individus. Mais ces chiffres et l'usage inflationniste de la notion « d'émergence » des classes moyennes africaines doivent être considérés avec prudence et appellent à des clarifications.

Le revenu des classes moyennes : un indicateur partiel et largement illusoire

La définition des « classes moyennes » africaines ne fait en effet pas consensus. Elle est le plus souvent basée sur la capacité à consommer des individus mais ce parti pris pose problème.

Pour les institutions internationales (la Banque mondiale par exemple), les individus appartenant à la classe moyenne ont un revenu par tête et par jour de 12 à 15 \$ PPA. Avec cette définition cependant, l'Afrique subsaharienne reste en marge puisque seuls 32 millions d'individus entrent dans la catégorie. Cette définition ne rend donc pas compte des dynamiques sociales et économiques qui permettent à des populations plus modestes d'émerger. C'est pourquoi la BAD a créé un indicateur plus « local », supposé refléter l'émergence d'une « petite » classe moyenne africaine, avec des revenus allant de 2 à 20 \$ par jour et par personne (PPA), soit 300 millions d'Africains.

Cette catégorie reflète mieux les dynamiques d'enrichissement à l'œuvre sur le continent mais reste problématique car la fourchette est très large et les situations socio-économiques extrêmement variées. Par ailleurs, en créant la notion de « classe moyenne flottante » (de 2 à 4 \$/j/pers.), la BAD intègre à la catégorie « classe moyenne » des individus tout juste sortis de la pauvreté et dont la situation reste très précaire. C'est d'ailleurs ce groupe qui est quantitativement le plus important et qui, selon les projections de la

BAD, est amené à connaître l'expansion la plus rapide au cours des prochaines années.

Des chercheurs préfèrent alors parler de « petite prospérité » plutôt que de classes moyennes. Cela permet de ne pas calquer les dynamiques des pays occidentaux ou émergents au continent africain et de garder à l'esprit que les pratiques de ces classes moyennes africaines sont très particulières. Il s'agit en effet essentiellement de classes « en tension », qui luttent pour conserver leur statut économique et ont recours à des stratégies variées telles que, en particulier, la mise en œuvre d'activités informelles pour compléter leurs revenus.

L'approche économique donne donc l'illusion d'un groupe stabilisé alors que les tensions et les risques de déclassement sont au cœur du quotidien des classes moyennes africaines. C'est pourquoi une approche par les pratiques plutôt que par les revenus semble plus à même de rendre compte de la réalité du groupe « classes moyennes » en Afrique.

Approcher les classes moyennes par leurs pratiques

Les classes moyennes africaines s'auto-définissent souvent comme appartenant au « milieu ». On note que cette auto-définition se fait en creux : ils se disent « ni riches ni pauvres ». Les plus riches apparaissent comme une classe occidentalisée consumériste, voire « bling-bling », qui s'oppose aux pratiques de frugalité des classes moyennes qui, si elles apprécient de consommer, doivent gérer leur budget au plus juste. Les classes moyennes s'opposent également aux plus pauvres, parce qu'elles ont atteint une certaine autonomie (moins de recours à l'entraide familiale par exemple) et mangent à leur faim. Ce rapport à la nourriture est d'ailleurs un critère essentiel mis en avant dans les interviews pour se définir comme classe moyenne.

Les classes moyennes africaines mettent en place des stratégies pour se prémunir du déclassement et permettre une évolution sociale à leurs enfants. On note ici qu'un certain optimisme et un espoir dans l'avenir (au moins pour les enfants) sont une autre caractéristique essentielle de ce groupe. La « tension » principale se joue sur la nécessité de maintenir le foyer hors de la précarité tout en lui donnant les moyens d'atteindre ses objectifs d'ascension, avec des ressources limitées.

La stratégie la plus courante est la multiplication des activités : en plus d'une activité formelle qui apporte un statut et des avantages sociaux, les classes moyennes ont des « business » plus informels qui permettent de compléter les revenus et d'en diversifier les sources. Ce multipositionnement dans des « milieux » différents est

également un élément structurant du groupe. Les revenus ainsi créés permettent d'investir dans l'éducation des enfants, dont le nombre est de plus en plus limité.

Les classes moyennes africaines, et en particulier urbaines, donnent plus d'importance à la famille nucléaire qu'à la famille élargie et aux solidarités traditionnelles. Cela n'implique cependant pas une individualisation « à l'occidentale » des pratiques : les parents aident les enfants (qui restent célibataires plus longtemps, par souci d'économie). Ils aident également toujours le reste de la famille (frères et sœurs par exemple) mais sélectionnent leur aide. On note par ailleurs une recomposition des solidarités, sur des bases nouvelles : clubs, associations professionnelles et églises (en particulier les « nouvelles » églises protestantes évangéliques, qui accueillent beaucoup de nouveaux convertis en rupture avec la confession habituelle de leur famille).

Les classes moyennes sont donc pour la plupart dans des situations « tendues », parfois précaires et elles usent de toutes les stratégies et de toute leur énergie pour sécuriser leur position. Cela implique que, contrairement à l'idée commune, l'émergence des classes moyennes n'est pas directement un facteur d'amélioration des situations politiques : elles sont peu investies en politique, secteur qui apparaît trop aléatoire et chronophage, si ce n'est franchement risqué.

Une consommation sous contrainte

En nous penchant sur les pratiques de consommation, nous notons que celles-ci se font essentiellement « sous contrainte ». Les budgets sont serrés et calculés très précisément. La consommation dans les *malls*, un dîner au restaurant, restent des « extras » rares et planifiés. Pour valoriser les revenus, les ressources du foyer sont mutualisées, en particulier quand un enfant adulte actif et célibataire habite, par mesure d'économie, chez ses parents.

Malgré ces budgets limités, les classes moyennes se caractérisent par leur pratique d'épargne. Certaines le font en banque et presque toutes au sein de structures traditionnelles de type « tontine ». Ces deux modes ne s'excluent pas, comme c'est la règle pour les classes moyennes.

L'optimisation des achats se lit particulièrement pour les dépenses liées à la nourriture. Là aussi, les achats « multi-modaux » sont de mise. Les fruits et légumes frais sont achetés de manière hebdomadaire ou bi hebdomadaire dans des marchés choisis pour la compétitivité de leurs prix. Les matières non périssables sont achetées tous les 15 jours ou tous les mois et en grandes quantités, souvent dans des épiceries spécialisées dans la vente en gros. Les classes moyennes, plus mobiles que les pauvres, n'hésitent pas à faire de longs trajets pour optimiser leurs achats.

Les supermarchés, dans les pays où ils sont bien implantés, sont des lieux perçus comme chers (même si ce n'est pas forcément le cas par rapport aux marchés) et restent largement des endroits où l'on achète des « extras » ponctuels.

Certains supermarchés, en Afrique de l'Est et en Afrique du Sud, ont cependant diversifié leur offre et proposent certains produits de base (huile, riz, etc.) en grande quantité. Ils peuvent alors remplacer les épiceries de gros habituelles. Les achats de technologie sont, eux, souvent effectués dans des marchés de seconde main ou, pour les plus chanceux, commandés auprès de proches à l'étranger.

L'urbanisation et la multiplication des supermarchés et des *malls* ont conduit à modifier les habitudes alimentaires (déjeuner à l'extérieur, consommation nouvelle de fromage en Afrique du Sud). Cependant, pour beaucoup d'interviewés, et selon les pays, les supermarchés restent des lieux « étrangers », réservés aux riches : essentiellement des lieux de dépenses perçues comme inutiles. L'appropriation de ces lieux par les classes moyennes a été faite dans certains pays (Afrique du Sud, Kenya, Côte d'Ivoire) mais reste limitée dans d'autres pays comme l'Éthiopie, qui compte peu de supermarchés. Une certaine défiance existe donc vis-à-vis de lieux de consommation perçus comme importés.

Cette même défiance existe vis-à-vis des classes les plus aisées, considérées comme dépensières et inutilement ostentatoires. C'est d'abord la frugalité qui caractérise l'essentiel des classes moyennes africaines. Il serait cependant faux d'affirmer que les classes moyennes seraient déconnectées de ces consommations ostentatoires et, en particulier, des lieux de consommation des riches, tels que les *malls*. L'analyse ne doit pas se porter sur la fréquentation mais, une fois encore, sur les usages. Ainsi, quand un Éthiopien aisé consommera à la terrasse du café d'un *mall* après être allé au cinéma, un jeune de la classe moyenne, qui aura vu le même film, s'offrira le plaisir d'une pâtisserie à emporter : il n'a pas forcément les moyens ni l'envie de s'attabler et, par ailleurs, son usage du *mall* est conditionné aux transports en commun, ce qui l'empêche de s'attarder.

Les classes moyennes sont donc bien des populations de « l'entre-deux ». Cet entre-deux définit évidemment leur capacité économique mais aussi, bien au-delà, leurs pratiques quotidiennes, entre activités formelles et informelles, entre pratiques d'économies et « extras » occasionnels. Plus qu'un statut économique ou social défini et figé, ce sont ces pratiques, dynamiques et souvent en tension, qui les définissent. Elles ne sont pas exemptes de contradictions mais elles disent bien l'extraordinaire plasticité de ces nouvelles « classes » africaines et sont – peut-être – constitutives d'une identité en construction.

Sommaire

INTRODUCTION	7
DÉLIMITER LES CLASSES MOYENNES EN AFRIQUE.....	12
Des définitions économiques pour des réalités sociales hétérogènes.....	12
Une « moyennisation » précaire.....	16
Illusions et limites de l'approche économique	17
LE REPÉRAGE PAR LES COMPORTEMENTS	19
Comment s'auto-définissent ces classes moyennes ?	19
Un « entre-deux » fragile mais ambitieux.....	20
Activités professionnelles, multipositionnement et importance du secteur informel.....	21
Objectif ascension sociale : modèle de la famille nucléaire et importance de l'éducation	26
Accès aux réseaux et reconfiguration des solidarités	27
Une catégorie en tension et en mouvement	27
PRATIQUES DE CONSOMMATION SOUS CONTRAINTE	29
Comment « accéder » à ses désirs ?	31
<i>Gestion minutieuse du budget et valorisation des ressources.....</i>	31
<i>Épargner : gérer les imprévus et réaliser ses rêves</i>	32
<i>Nourriture et tactiques de consommation composites</i>	33
<i>Équipement et marchés parallèles</i>	34
Innovations de l'offre : des consommateurs potentiels, mais sélectifs	36
<i>Défiance envers l'Occident.....</i>	36
<i>Défiance envers les riches</i>	39
CONCLUSION	43

Introduction

Le regard international porté sur le continent africain a profondément changé au cours des années 2010. Les images diffusées par la sphère médiatique ont glissé d'une Afrique inexorablement vouée à son triste sort (guerres, pauvreté), vers une Afrique résolument projetée vers l'avenir : un avenir réputé désirable et prometteur.

Figure 1 : Unes de la revue *The Economist* de 2000, 2011 et 2013



L'afro-pessimisme des années 2000, comme l'optimisme des années 2010, sont cependant à considérer précautionneusement dans un contexte continental marqué par la grande diversité des situations des pays.

Ce changement de perspective est porté par les bonnes performances économiques du continent enregistrées depuis les années 2000, associées à son dynamisme démographique (croissance démographique et expansion urbaine).

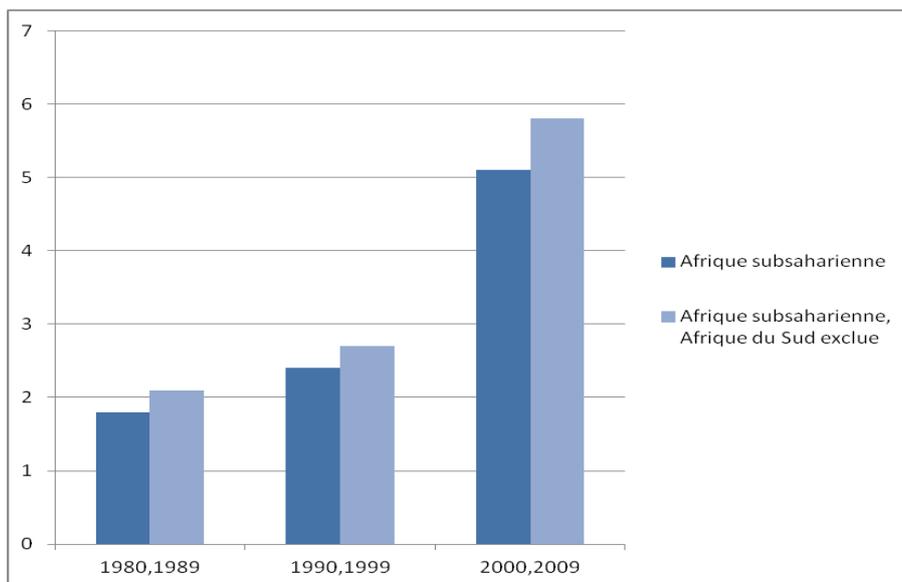
De 1990 à 2012, l'Afrique a connu une augmentation du PIB global de 5 % par an¹, un chiffre pour la première fois supérieur à la moyenne mondiale. Selon la Banque Mondiale², le PIB de la région

1. International Monetary Fund, *Regional Economic Outlook*, « Sub-Saharan Africa », avril 2011.

2. World Bank, *Global Economic Prospects. Having Fiscal Space and Using It*, janvier 2015.

qui s'établissait à 4,6 % en 2014 devrait progresser à un rythme annuel moyen de 5,2 % sur la période 2015-2016 et s'élever à 5,3 % en 2017. Le PIB par habitant devrait continuer d'augmenter, pour passer de 2,1 % en 2014 à 2,6 % en 2015, et atteindre 2,8 % en 2017.

Figure 2 : Croissance moyenne du PIB en Afrique subsaharienne (en %)



Source : World Bank, *Africa Development Indicators 2011*, 2011, p. 20, <<http://data.worldbank.org>>.

Cette croissance touche aussi bien les pays producteurs ou non de pétrole, avec des effets amplifiés dans les pays les plus performants. Selon l'étude du cabinet de conseil McKinsey³ :

- Les « grands » du continent et leurs économies diversifiées – l'Égypte, le Maroc, l'Afrique du Sud et la Tunisie – continuent de constituer les moteurs de la croissance du continent.
- La croissance de l'Algérie, de l'Angola et du Nigeria est tirée par leurs recettes d'exportation de pétrole et de gaz. Le poids des secteurs manufacturier et des services dans ces économies est relativement faible (1/3 du PIB en moyenne) et l'avenir de la croissance de ces pays se joue sur la diversification de leurs économies.
- Les « économies en transition » – le Ghana, le Kenya et le Sénégal – connaissent une croissance rapide, tirée par les

3. McKinsey Global Institute, *Lions on the Move: the Progress and Potential of African Economies*, Washington, juin 2010, p. 5-6.

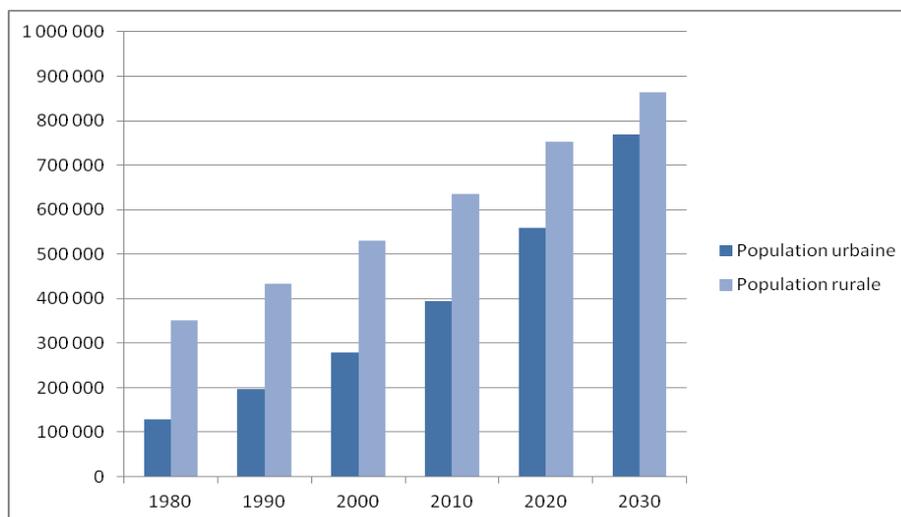
secteurs agricoles et des ressources naturelles (représentant 35 % du PIB et 2/3 des exportations), mais aussi par l'exportation croissante de produits manufacturés, en particulier vers les autres pays africains.

- Les performances des « économies en pré-transition » restent faibles (avec un PIB moyen de 353 \$/hab./an) mais certains pays connaissent une croissance rapide. Celles de l'Éthiopie, de la République Démocratique du Congo et du Mali sont estimées à 7 % en moyenne par an depuis les années 2000.

On pourrait objecter que le continent africain a également connu une période de croissance forte dans les années 1970 mais qu'elle était fragile et s'est effondrée car elle était fondée essentiellement sur l'exportation de matières premières (pétrole, cacao, café). La situation actuelle présente des caractéristiques qui permettent cependant de penser que la croissance économique peut se consolider et perdurer même en cas de crise. Ainsi, entre 2000 et 2008, le pétrole et les ressources naturelles n'ont constitué que 24 % de la croissance du PIB africain. C'est le tourisme, le secteur bancaire et les télécommunications, portés par des efforts gouvernementaux pour stabiliser les économies et les monnaies, qui constituent l'essentiel de la croissance⁴.

Le continent connaît parallèlement une augmentation rapide de sa population qui se couple à une forte urbanisation.

Figure 3 : Répartition de la population urbaine et rurale en Afrique subsaharienne (Afrique sans Maghreb, Sahara occidental et Égypte)



Source : UN-HABITAT's Global Urban Indicators database, <<http://unhabitat.org>>.

4. *Ibidem*, p. 10-11.

Selon les projections, on estime qu'un quart de la population mondiale sera africaine en 2050⁵.

Ce sont ces indicateurs de dynamisme économique et démographique qui constituent pour de nombreux observateurs les promesses d'une croissance tirée de l'intérieur par de « nouveaux consommateurs » et d'ouverture de marchés potentiels.

Les performances économiques actuelles permettent en effet un enrichissement relatif mais global de la population, et le nombre de ménages disposant d'un revenu discrétionnaire devrait augmenter de 50 % au cours des dix prochaines années pour atteindre 128 millions. La BAD publie pour sa part un rapport qui annonce que 300 millions d'Africains appartiennent à la classe moyenne, soit une personne sur trois sur le continent⁶. Cette affirmation a créé un véritable engouement pour ces dénommées « classes moyennes africaines ». Elles sont devenues un incontournable des cabinets de conseil en investissement, magazines économiques, organisations internationales de développement, qui voient dans leur « émergence » les promesses d'un cercle vertueux de croissance et de développement.

Ces chiffres et les interprétations qui y sont liées sont cependant à considérer avec prudence. Les transformations économiques et démographiques modifient à différents niveaux les économies africaines ainsi que les structures sociales des pays et il est indéniable qu'un nombre d'Africains en constante augmentation accède à un certain niveau de prospérité. Des transformations sociales sont en cours sur le continent mais l'inflation de l'utilisation de l'expression « émergence de classes moyennes » afin de qualifier ces transformations pose problème. La tentation de calquer nos perceptions liées aux classes moyennes occidentales ou des pays émergents est grande et s'avère particulièrement inadaptée à la compréhension des situations locales.

Il s'agit ici d'identifier ces populations, classées trop rapidement sous l'appellation englobante de « classes moyennes », dans leurs mouvements, leur diversité et leurs spécificités. Qui sont ces Africain(e)s qui connaissent une amélioration de leurs conditions de vie ? Quelles répercussions ont ces dynamiques sur leurs modes de vie ?

Un premier point aborde les enjeux de définition de ces classes moyennes africaines telles qu'elles sont proposées par les institutions internationales de développement. Or, ces définitions sont imparfaites, limitantes et portent le risque d'un contre-sens sur les classes moyennes africaines. Cette étude propose donc de repérer plutôt ces catégories par leurs comportements puis par leurs

5. UNICEF, *Generation 2030. Africa: Child Demographics in Africa*, 2014.

6. African Development Bank (AfDB), *The Middle of the Pyramid: Dynamics of the Middle Class in Africa*, avril 2011.

pratiques de consommation, considérées comme la traduction économique de leurs positionnements sociaux.

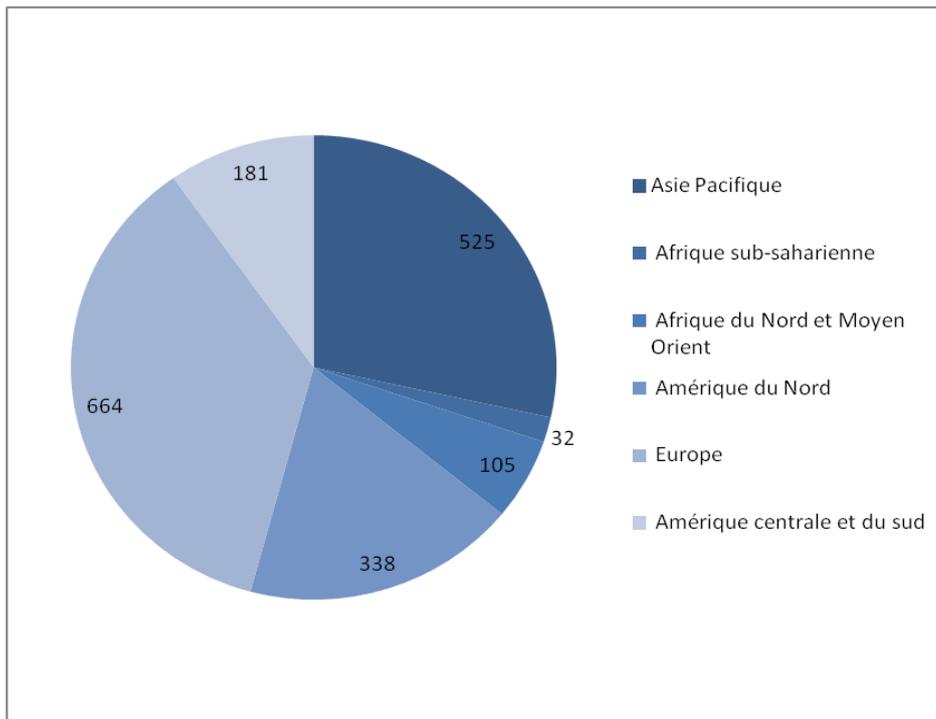
Délimiter les classes moyennes en Afrique

Des définitions économiques pour des réalités sociales hétérogènes

La question des classes moyennes africaines, comme celle des classes moyennes en général, est avant tout un enjeu de définition. Catégorie particulièrement polysémique, elle peut englober des réalités sociales variées voire très éloignées en fonction des critères de définition retenus. Le premier point à mettre en valeur est que, contrairement à ce que semblent laisser penser les articles de presse comme les rapports d'experts, il n'y a pas de consensus sur la définition des classes moyennes ni sur les outils adaptés pour la circonscrire. Plusieurs définitions coexistent et ne désignent pas les mêmes réalités sociales : certaines approches mobilisent des critères exclusivement économiques (regroupement statistique de niveaux intermédiaires de revenus ou de dépenses) et d'autres incluent des marqueurs plus sociologiques (statut professionnel, niveau d'éducation, prestige social, etc.).

Le plus souvent, les classes moyennes africaines sont définies en fonction de leurs revenus ou de leur capacité à consommer. En 2007, la Banque mondiale publie un rapport qui annonce l'émergence d'une classe moyenne mondiale, la *global middle class* dont la taille devrait doubler d'ici 2030 et dont le vivier se trouve essentiellement dans les pays émergents (Chine, Inde, Brésil)⁷. Les individus qui la composent se situent dans une échelle de revenus allant du revenu par tête moyen du Brésil à celui de l'Italie (entre 4 000 et 17 000 \$ par an, soit 12 à 15 \$ par personne et par jour). Avec environ 30 millions d'individus dans la catégorie, l'Afrique subsaharienne apparaît comme relativement en marge de ce phénomène. Définie en termes absolus, cette classe reflète localement des populations aisées se trouvant essentiellement dans les pays les plus prospères du continent africain (Afrique du Sud, Kenya, Nigeria).

7. World Bank, *Global Economic Prospects: Managing the Next Wave of Globalization*, disponible sur : <<http://siteresources.worldbank.org>>.

Figure 4 : Répartition de la *global middle class* par zone géographique

Source : OCDE, 2010.

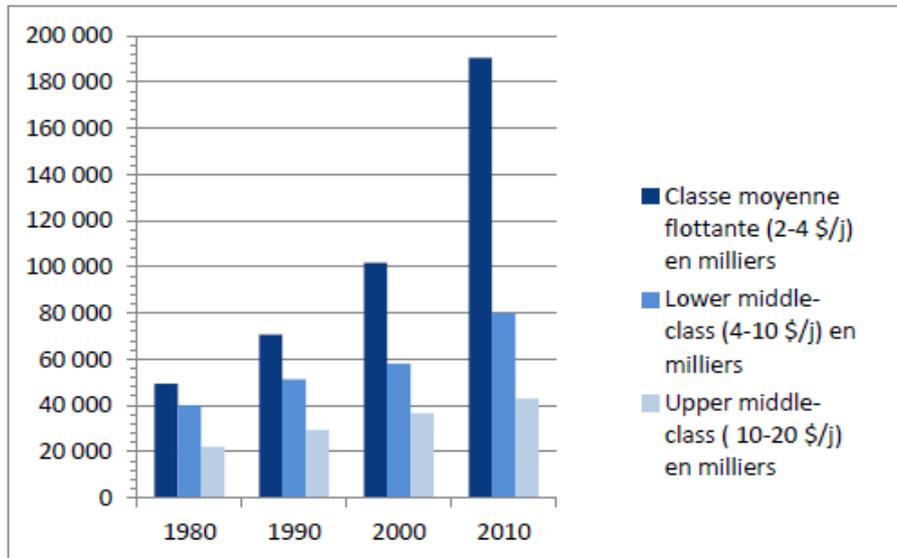
La BAD reconnaît qu'à l'échelle du continent africain, ces seuils sont trop élevés. Comment alors prendre en compte l'enrichissement africain qui, certes relatif, constitue pourtant une évolution majeure ? La BAD décide de définir une classe moyenne « locale » qui, il faut le souligner, correspond à des situations moyennes dans les contextes des pays africains concernés et non à des critères mondiaux. Elle propose alors une classification propre à l'Afrique, qui englobe les individus disposant d'un pouvoir de consommation par jour et par tête situé entre 2 \$ et 20 \$ calculés en parité de pouvoir d'achat⁸.

La BAD divise la catégorie classe moyenne en sous-catégories : la *floating middle class* (ou « classe flottante », c'est-à-dire de 2 \$ à 4 \$ de capacité de consommation par jour et par tête), la *lower middle class* (4 \$ à 10 \$) et la *upper middle class* (10 \$ à 20 \$). Le groupe *floating middle class* correspond à des situations encore marquées par la précarité. Ses membres sont sortis de la grande pauvreté, peuvent subvenir aux besoins de base (se nourrir, se loger), mais leur marge de manœuvre, une fois ces dépenses réalisées, reste très limitée et le risque de déclassement plane sur leur situation. Les membres de la *lower middle class* connaissent des situations plus stabilisées et dégagent un revenu disponible au-delà des dépenses obligatoires qui leur permet d'investir au moins de

8. L'ensemble des statistiques qui suivent sont en PPA.

petites sommes dans l'avenir. La *upper middle class* détient quant à elle un revenu discrétionnaire, des capacités d'épargne et d'investissement nettement plus significatifs.

Figure 5 : Répartition de la « classe moyenne » par sous-groupe en fonction des revenus



Source : Charles Leyeka Lufumpa (dir.), *The Middle of the Pyramid: Dynamics of the Middle Class in Africa*, Market Brief, BAD, 20 avril 2011, p. 3.

Cette catégorie statistique est donc à considérer avec prudence. Étant donné l'étendue de la fourchette statistique considérée, elle regroupe un éventail d'individus aux caractéristiques socio-économiques particulièrement diversifiées et éloignées. Certains se trouvent dans des situations instables très proches de la précarité, alors que d'autres disposent de situations hautement plus confortables.

Qui est « classe moyenne » ?



© Joan Bardeletti, Afrique du sud, Johannesburg.

Selon la définition de la BAD, ces deux femmes sud-africaines, mais aussi le serveur, appartiennent à la classe moyenne africaine. Le serveur fait partie de la tranche basse, la « classe moyenne flottante ». Son emploi de serveur lui assure un salaire mensuel certes modeste, mais existant, qu'il complète grâce aux pourboires qu'il obtient et aux « business personnels » informels qu'il entretient. Il parvient ainsi à satisfaire ses besoins de base et à disposer d'une petite marge de manœuvre qui varie selon les mois.

Quant aux jeunes femmes partageant huîtres, fruits de mer et vin blanc dans ce restaurant haut de gamme, malgré l'aisance que suggèrent ces marqueurs, leur situation n'est pas si prospère qu'elle en a l'air. Cette sortie constitue un « extra » particulièrement onéreux qu'elles s'octroient une fois par mois. Elles garent leurs voitures, qui ne correspondent pas au standing de celles visibles sur la photographie, non pas sur le parking du restaurant, mais dans un quartier voisin.

Ces observations montrent d'une part que la catégorie « classes moyennes africaines » de la BAD englobe des situations sociales hétérogènes, d'autre part qu'il est indispensable de s'intéresser de près aux pratiques de ces membres (en

particulier les apports liés aux activités informelles, très difficiles à mesurer), les apparences et les images diffusées par la sphère médiatique étant parfois trompeuses.

Extrait de l'exposition « Les classes moyennes en Afrique. Sciences sociales et photographie », Musée d'Aquitaine de Bordeaux, 29 novembre 2014 au 22 février 2015.

Une « moyennisation » précaire

Si certains pays comme l'Afrique du Sud et ses *black diamonds*⁹, le Ghana et sa *upper middle class* de *professionals*¹⁰, cumulent la présence significative d'une *global middle class* et d'une *local middle class*, l'essentiel de la classe moyenne du continent se trouve à l'opposé de la pyramide des revenus et concerne des personnes dont le revenu demeure très réduit, oscillant entre 2 et 4 US \$/jour. Le sous-groupe dénommé « classe flottante » est quantitativement beaucoup plus important que les autres sous-catégories classe moyenne de la BAD et connaît la croissance la plus rapide (voir Figure 5).

L'enjeu principal des transformations sociales en cours sur le continent se situe donc au niveau de catégories sociales émergentes qui s'éloignent de la grande pauvreté tout en restant proches d'une certaine précarité. Il s'agit essentiellement d'une classe moyenne qui a acquis une « petite prospérité¹¹ », mais qui reste vulnérable et dont les stratégies se concentrent sur les moyens de minimiser cette vulnérabilité. La majorité de la classe moyenne africaine n'est donc pas significative d'une classe moyenne à l'aise circulant dans les centres commerciaux, consommant des aliments européens ou ayant de grosses voitures. Il s'agit d'un ensemble de ménages en tension qui, par exemple, n'utilisera pas la voiture à la fin du mois, parce que l'argent pour l'essence manque ou qui, très souvent, utilise les transports en commun. Cette notion de « tension » est essentielle à retenir et à prendre en compte pour comprendre les stratégies de ces

9. UCT-Unilever, *Black Diamond : On the Move*, Institute of Strategic Marketing, Cape Town, 2007.

10. J. Hamidu, « Ghana : la stabilité politique : une affaire de classe moyenne ou un partage du pouvoir par une élite de *professionals* ? », dans *L'invention des classes moyennes africaines. Enjeux politiques d'une catégorie incertaine*, Paris, Karthala, 2014.

11. Ce terme est emprunté à la sociologie chinoise et définit des situations d'émergence de la grande précarité qui restent tout de même fragiles. Les travaux du groupe de recherche LAM/Sciences Po Bordeaux sur les « Classes moyennes africaines » mettent en évidence que cette catégorie de « petite prospérité » correspond mieux aux réalités des transformations sociales en cours dans les pays africains que le terme de « classe moyenne », qui sous-tend l'idée de situations plus fortunées et stabilisées.

classes moyennes, en particulier, par exemple, avec l'usage du crédit ou des achats groupés mais aussi avec le recours aux marchés informels ou de seconde main (vêtements, équipements technologiques) pour s'équiper¹².

Illusions et limites de l'approche économique

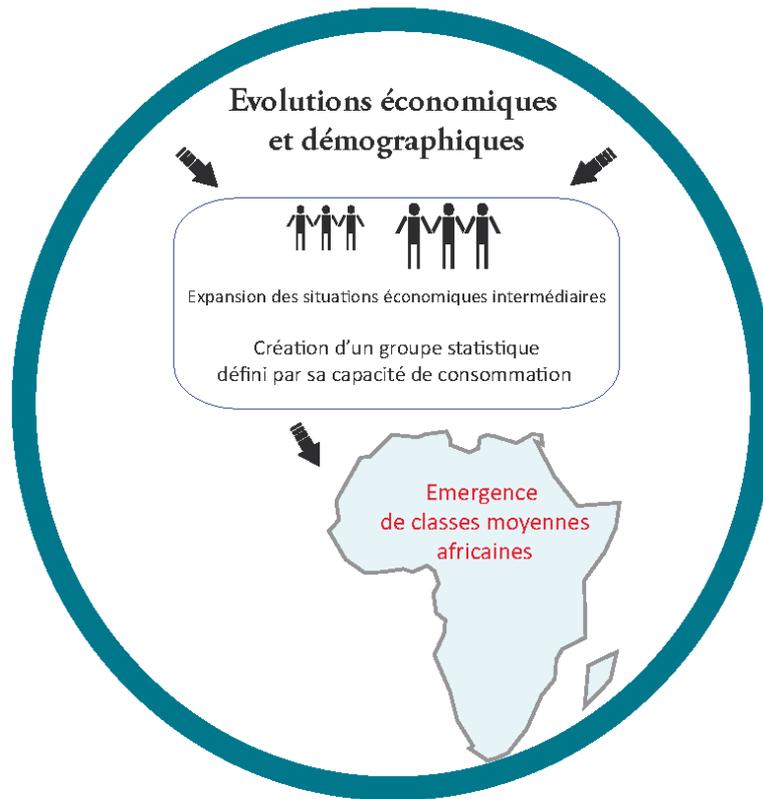
L'approche économique telle qu'elle est proposée par la BAD montre ainsi ses limites. Alors que la grande majorité de ces dénommées « classes moyennes » connaissent des situations particulièrement fragiles et instables, les « classes moyennes africaines », telles qu'elles sont présentées donnent l'illusion de l'apparition d'un large groupe moyen stabilisé (Figure 6).

Il n'en demeure pas moins que ces statistiques soulignent le début d'un mieux-être : la capacité de millions de ménages à améliorer tendanciellement et modestement leur sort. Les institutions internationales de développement, les investisseurs mais aussi les puissances publiques des pays africains, se tournent de plus en plus vers ces catégories, qui, de par leur importance numérique, sont perçues comme un enjeu économique et politique majeur des années à venir. Mais cette émergence n'est pas forcément perçue positivement. Ainsi, si pour les institutions internationales de développement et les cabinets de conseil en finance, elles incarnent l'espoir d'un moteur de croissance, d'harmonisation sociale, et d'émergence de nouveaux marchés de consommation, leur développement provoque la méfiance de certains gouvernements africains qui y voient un groupe potentiellement contestataire : les classes moyennes africaines sont autant des « classes de consommateurs » que des « classes dangereuses ». Ces catégories, qu'elles soient dénommées « classes moyennes » ou par exemple *poor but active people* par le gouvernement éthiopien, font l'objet d'attentes, d'espoirs et de craintes, et sont mobilisées pour ce qu'elles sont censées produire (du développement économique, de la démocratie, de la contestation) sans réelle discussion sur leur composition ni étude de leurs comportements.

Afin de saisir ces transformations sociales de taille en cours, il est donc nécessaire de sortir d'une approche quantitative et de s'intéresser aux marqueurs, souvent difficilement quantifiables, des trajectoires et modes de vie des ménages.

12. É. Escusa, *A Class by Consumption : the Groceries Shopping of the Lower Middle Classes in Johannesburg, South Africa*, Note de l'Ifri, 2013.

Figure 6 : Schématisation de la logique du rapport de la BAD



Source : Clélie Nallet, *Classes moyennes éthiopiennes : Étude empirique d'une assignation catégorielle incertaine*, thèse pour le doctorat en science politique, Université de Bordeaux, 2015, p. 27.

Le repérage par les comportements

Comprendre et définir les catégories moyennes implique de s'intéresser à leurs comportements, représentations, aspirations, dans leur pluralité et leurs spécificités. Les points suivants s'appuient sur des enquêtes-ménages menées dans diverses villes d'Afrique¹³. C'est en effet dans les villes, où se concentrent les opportunités économiques et de services, que ces classes moyennes sont les plus présentes et les plus repérables, bien qu'elles ne soient pas complètement absentes du milieu rural.

Comment s'auto-définissent ces classes moyennes ?

« I'm in the middle: neither rich, nor poor. I'm inbetween in my opinion. I can afford basic necessities ». Meza, Éthiopienne, 34 ans.

« Je m'en sors, c'est tout ». Salim, Nigérien, 36 ans.

« La classe moyenne, c'est en fonction des saisons. Un jour, tu as de l'argent et là tu es classe moyenne, le jour d'après l'argent est parti et tu te retrouves parmi les pauvres ». George, Ougandais, 32 ans.

« I am medium. I have a good income but no extra ». Genene, Éthiopien, 63 ans.

« Je suis ni riche ni pauvre. Je suis là, au milieu ». Larissa, Camerounaise, 55 ans.

« I don't know whether to say I am part of the middle class or not. But I think I fall among the average. The average is normally considered to be middle class ». Patricia, Ougandaise, 36 ans.

13. Ces enquêtes ont été menées par un groupe de chercheurs (LAM/Sciences Po Bordeaux) auprès de ces dénommées « classes moyennes africaines » en Ouganda, en Guinée, au Togo, au Ghana, en Éthiopie, au Cameroun, en Afrique du Sud, au Niger, au Kenya et au Mozambique. Ce groupe de recherche est dirigé par Dominique Darbon et Comi Toulabor et a principalement publié dans : P. Jacquemot (dir.), « Les classes moyennes en Afrique. », *Afrique contemporaine*, 244 (4), 2012 et D. Darbon & C. Toulabor (dir.), *L'invention des classes moyennes africaines. Enjeux politiques d'une catégorie incertaine*, Paris, Karthala, 2014.

Hommes, femmes, célibataires ou parents (généralement de deux enfants), la trentaine ou la soixantaine, commerçants, fonctionnaires, entrepreneurs ou salariés, ces dénommées « classes moyennes », aussi hétéroclites soient-elles, regroupent un ensemble de personnes et de ménages qui se sentent appartenir à un espace du « milieu », du « moyen » (*AmaPhakathi* en isizulu ou *Mekakelegna* en amharique). Ils ont en commun de se définir spontanément par la négative, en tant que « ni riche, ni pauvre ». Ils se distinguent des plus pauvres car ils peuvent satisfaire leurs besoins de base (manger trois fois par jour, se loger) mais se sentent loin de l'aisance des plus riches qui peuvent « tout se permettre », alors qu'eux vivent sans « extra » ou presque. Ils instaurent entre eux et les « riches » une barrière économique mais aussi morale, en qualifiant les comportements de ces derniers d'ostentatoires, oisifs, *bling bling*, ou encore individualistes. Ils se présentent fièrement comme « s'en étant sortis par eux-mêmes », grâce à leurs efforts et leur labeur. Cette notion morale est essentielle car elle fonde un embryon d'identité des classes moyennes. En outre, c'est sur elle que s'appuient certains gouvernements et institutions internationales pour justifier un intérêt plus grand aux classes moyennes, au détriment des populations plus pauvres. Ceux qui « restent pauvres » sont alors perçus comme n'ayant pas « pris en charge leur propre situation », alors qu'ils en ont les moyens, comme en témoigne la présence massive de ceux qui ont amélioré leur sort¹⁴.

Un « entre-deux » fragile mais ambitieux

Comme nous l'avons vu, les catégories les plus basses des classes moyennes sont particulièrement vulnérables aux changements de conjoncture (politique, économique), d'où l'image des « saisons ». Une grande partie de leur énergie quotidienne est consacrée à se prémunir des risques de déclassement, à maintenir un niveau de vie moyen et à mettre en œuvre des tactiques de promotion économique et sociale pour eux-mêmes mais surtout pour leurs enfants. C'est sûrement ce qui définit le mieux ces populations de l'« entre-deux » : une tension entre des ambitions d'ascension socio-économique, une capacité à se projeter vers le futur et vers le mieux, à mettre en place des stratégies pour atteindre ces objectifs avec des moyens qui restent limités.

14. D. Darbon, « Nom de code “Classes moyennes en Afrique” : les enjeux politiques d'une labellisation de groupes invisibles et vulnérables », *L'invention des classes moyennes africaines. Enjeux politiques d'une catégorie incertaine*, Paris, Karthala, 2014.

Activités professionnelles, multipositionnement et importance du secteur informel

Si les catégories sociales disposant de revenus moyens sont effectivement en train d'augmenter et de se transformer, l'expression consacrée d' « émergence » des classes moyennes africaines est trompeuse. Les classes moyennes ne constituent pas un phénomène nouveau en Afrique. L'expression a déjà été utilisée durant la période coloniale afin de qualifier les Africains « évolués », désignant alors un groupe sélectionné et créé par les administrations coloniales, composé de ceux qui pouvaient parler les langues coloniales et les langues locales, puis les catégories lettrées, capables de prendre les rênes du pouvoir lors des indépendances. L'usage du terme s'est estompé après les années 1970, quand les crises économiques puis l'application des plans d'ajustement structurel ont laminé ces classes moyennes.

Il s'agit donc plus d'un redéploiement et d'une reconfiguration de ces catégories moyennes dont les conditions d'émergence se sont modifiées et sont de moins en moins liées aux structures administratives des États. Les membres des classes moyennes africaines n'hésitent pas à s'ancrer dans différents secteurs d'activité (public/privé/indépendant, formel/informel). C'est d'ailleurs l'une des caractéristiques principales de ces classes moyennes africaines : elles développent des stratégies de captation des ressources et de minimisation des risques en diversifiant leurs activités professionnelles. Leur métier officiel (petits entrepreneurs, salariés, commerçants, fonctionnaires) masque d'autres activités, souvent moins formelles, qui augmentent leur revenu de manière significative. C'est l'addition de ces différents types d'activités qui les tient éloignées de la précarité et leur procure une certaine aisance.

<p>« Pour changer ma vie, je me lève à 5h du matin et je vais au lit à minuit. » Maeza, Éthiopienne, 34 ans, célibataire, gérante d'un salon de coiffure et vendeuse à domicile de beurre pour les cheveux qu'elle confectionne elle-même.</p>	<p>Revenu activité principale : 1700 ETB (83 \$ courants)</p> <p>Autre source de revenu : 1000 ETB (49 \$ courants) ¹⁵</p>
<p>« Je suis enseignante, et je tiens un bar à côté. Mes parents m'aident pour l'éducation de mes enfants. » Anita, 31 ans, Ougandaise mariée et mère de trois enfants. Elle enseigne dans une école de commerce. Elle tient également une compagnie de graphisme avec son mari et elle est propriétaire d'un bar.</p>	<p>Revenu principal: 2 millions UGX (689 \$ courants)</p> <p>Autres sources de revenus: 3 millions UGX (1034 \$ courants) ¹⁶</p>

Les exemples de Maeza et Anita montrent que ces stratégies de multi-activité caractérisent les membres des classes moyennes, qu'ils appartiennent aux tranches les plus basses (Maeza) ou les plus hautes (Anita) de cette large catégorie.

Ce constat se confirme auprès des fonctionnaires. Leur statut officiel leur procure un certain prestige social, une stabilité salariale et certains avantages formels (sécurité sociale, congés payés) et plus informels (accès facilité aux crédits par exemple). Le salaire associé à leur fonction est en revanche souvent insuffisant pour leur garantir une position moyenne (à l'exception du cas gabonais¹⁷). Si la législation nationale ne permet généralement pas aux fonctionnaires de cumuler les activités, ils contournent cette contrainte par différentes tactiques. Par exemple, pour les militaires togolais, l'épouse est le prête-nom idéal pour déclarer d'autres activités. Certains se spécialisent dans la gestion de cybercafés, de stations d'essence, de maisons de location, de taxis, de taxis-motos, de camions de transport, et d'autres ont monté de véritables entreprises dans le secteur du bâtiment, du génie civil ou du gardiennage sécuritaire¹⁸. Les réseaux qu'ils fréquentent lors de leur activité officielle deviennent souvent des clients potentiels de leurs « business personnels ».

15. Extrait d'une enquête menée en février 2012 par Clélie Nallet à Addis-Abeba.

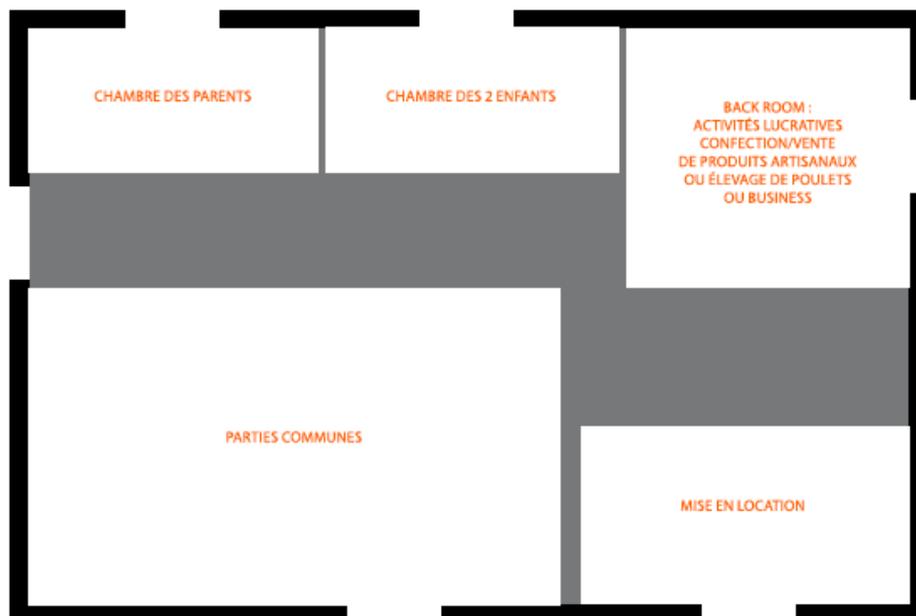
16. Extrait d'une enquête menée en septembre 2014 par Anna Fichtmüller à Kampala.

17. M. Soiron-Fallut, « La classe moyenne fonctionnaire au Gabon. L'État comme valeur refuge », *Afrique contemporaine*, n°244 (4).

18. C. Toulabor, « Corps habillés et stabilité politique au Togo : l'esprit de corps d'une catégorie sociale en uniforme », dans *L'invention des classes moyennes africaines. Enjeux politiques d'une catégorie incertaine*, Paris, Karthala, 2014.

L'émergence des classes moyennes en Afrique provient pour l'essentiel de l'expansion du secteur dit informel dans lequel se retrouve une multitude d'activités de service et de production, de réparation et de fabrication qui échappent au moins partiellement aux régulations étatiques. Selon l'Organisation Internationale du Travail, l'informel en Afrique représenterait 42 % du PIB, 61 % de l'emploi urbain et est à l'origine de plus de 93 % des nouveaux emplois créés au cours des années 1990¹⁹. Alors que le secteur informel est régulièrement associé à la pauvreté et aux « métiers de survie », les classes moyennes y ont parfois leur activité principale, ou y mènent le plus souvent une ou des activités professionnelles d'appoint en plus de leur métier officiel. Le foyer familial est souvent le lieu d'activités lucratives informelles supplémentaires : mise en location d'une pièce de la maison, confection et vente de produits artisanaux ou encore élevage de poulets ou mise en place d'une salle de sport dans la *backroom*.

Figure 7 : la maison comme lieu de diversification des ressources



Source : conception Clélie Nallet, réalisation Musée d'Aquitaine de Bordeaux à l'occasion de l'exposition « Les classes moyennes en Afrique. Sciences sociales et photographie », 29 novembre 2014 au 22 février 2015.

19. S. Kante, *Le Secteur informel en Afrique, Vers la promotion d'un travail décent*, document de travail sur l'économie informelle, secteur de l'emploi, BIT, 2002-15, 2002.



© Elodie Escusa, Afrique du sud, Johannesburg

Rosa est une jeune femme sud-africaine de 33 ans. Actuellement sans emploi, elle vit chez sa mère, retraitée de l'enseignement, avec sa fille de 3 ans, à Eldorado Park (ancien township *coloured*) à Johannesburg. Elle a quelques activités rémunératrices : en tant que chanteuse pour un groupe de musique, elle vend aussi des produits de beauté à domicile. Néanmoins, le projet qui lui tient à cœur est de monter une salle de gym dans la pièce servant de garage à l'arrière du petit terrain de la maison familiale. Elle veut suivre une formation par internet pour cela.

« J'ai installé quelques appareils dans le garage pour ma pratique personnelle et je me suis rendu compte que certains voisins venaient me demander s'ils pouvaient venir faire leur exercice ici. Les salles de gym dans les centres commerciaux sont trop chères pour les gens d'ici. J'aimerais rénover cette pièce et l'agrandir car beaucoup de gens du quartier (ancien *township*) de mon âge sont en surpoids. »

Extrait d'une enquête menée par Élodie Escusa à Johannesburg, janvier 2012.



© Clélie Nallet, Ethiopie, Addis-Abeba

Tadesse, jeune homme éthiopien de 32 ans se présente comme « jeune entrepreneur ». Il est rentré en Éthiopie il y a deux ans, après avoir travaillé à Dubaï dans une entreprise de location de voitures. Aujourd'hui il « touche un peu à tout », s'essaie au conseil en projets entrepreneuriaux, à la location de voiture à Addis-Abeba et diversifie ses activités en fonction de la conjoncture économique. Dans un cabanon sur le terrain du logement familial, il élève 450 poulets en batterie qui lui rapportent environ 5000 ETB (231 \$ courants) par mois.

Extrait d'une enquête menée par Clélie Nallet à Addis-Abeba, mars 2012.

Objectif ascension sociale : modèle de la famille nucléaire et importance de l'éducation

« Avant de penser à avoir des enfants il faut avoir une situation financière, construire une maison, une vie stable et pouvoir leur offrir les meilleures écoles ». Yves, Camerounais, 32 ans.

« I want to invest in these two ». Koffie, Ghanéen, 43 ans.

« Quand j'étais petite c'était des patates, des patates et des patates, ma fille, elle aura toujours le choix ». Tigist, Éthiopienne, 40 ans.

La quête de promotion sociale est inséparable de l'idée de classe moyenne en Afrique. Il s'agit de faire mieux que ses parents et de projeter encore mieux pour ses enfants. Pour cela, les « ni riches, ni pauvres » développent des stratégies matrimoniales maîtrisées. Se limiter à deux enfants, afin de pouvoir les élever « dans les meilleures conditions », est une conviction qu'ils partagent. La grande majorité des foyers sont en effet composés de deux enfants et, pour ceux qui n'ont pas encore fondé de famille, il s'agit d'attendre le bon moment (avoir une bonne situation financière, posséder sa propre maison, etc.). Cela se traduit concrètement par un allongement significatif de la période de célibat chez les jeunes des classes moyennes. Par exemple, à Addis-Abeba, sur un échantillon de 150 ménages enquêtés, 95 % des classes moyennes âgées de vingt-cinq à trente-huit ans sont célibataires, alors que leurs parents se sont mariés majoritairement entre quinze et vingt ans²⁰. L'ultime priorité des membres des classes moyennes est d'offrir à leur descendance la « meilleure éducation possible ». Les classes moyennes partagent une forte croyance en l'importance de l'éducation comme viatique de promotion sociale et en la nécessité d'améliorer constamment son niveau d'éducation, que ce soit son propre niveau d'étude (cours du soir, reprise d'étude), et/ou, par procuration, celui de ses enfants.

Les sacrifices financiers pour subvenir aux frais de scolarisation des enfants dans des établissements privés sont de taille et la part que les ménages y consacrent varie en fonction des systèmes d'éducation des pays, mais peut atteindre un tiers du revenu du foyer. Les écoles sont choisies pour leur qualité plutôt que pour leur proximité, ce qui implique souvent de longs déplacements et un coût supplémentaire.

20. Résultat d'une enquête réalisée par Clélie Nallet à partir de 150 foyers « classes moyennes » d'Addis-Abeba.

Accès aux réseaux et reconfiguration des solidarités

Si l'éducation constitue la priorité, il est aussi indispensable de disposer d'un bon réseau de relations. Ce dernier permet d'accéder à des opportunités et des informations importantes pour la réalisation des ambitions d'ascension. Les réseaux de collègues, d'amis et les alliances matrimoniales, apparaissent comme des formes de solidarité sociale privilégiées. Les jeunes échappent de plus en plus à ces solidarités anciennes pour se construire des réseaux d'intérêts et d'affinités basés, par exemple, sur l'appartenance à une même école, à une même profession. Les clubs, associations, regroupements professionnels se multiplient ainsi que les espaces publics de sociabilité.

Parmi ces réseaux, ceux liés à la religion occupent une place conséquente. Un nombre significatif de classes moyennes africaines se sont converties à de nouvelles Églises évangéliques et pentecôtistes qui leur fournissent à la fois l'accès à un réseau d'émergents et la certitude de l'élection divine et de la bénédiction de ses efforts de promotion²¹.

Il faut donc nuancer la notion d'individualisation que l'on pourrait attendre au sein de ces classes moyennes. Il s'agit bien plus d'une reconfiguration des solidarités, qui deviennent des solidarités choisies plutôt que traditionnelles et subies. Elles sont particulièrement importantes dans des contextes sociaux, économiques et politiques incertains et participent de manière fondamentale à la stratégie de minimisation des risques voulue par les classes moyennes africaines.

Une catégorie en tension et en mouvement

Repérer les classes moyennes en Afrique, c'est ainsi s'intéresser à des mouvements en cours, à des changements tendanciels de statut social et professionnel, de styles et de modes de vie. Ces catégories, loin d'être stables et figées, sont en mouvement et les individus qui les composent sont en tension permanente. C'est ce que le recours au terme de « classe », en donnant l'image d'un statut et d'une position figés et stables, masque trop souvent. Les tensions sont nombreuses. Tension pour maintenir leur bien-être et améliorer leur situation personnelle par la formation, tension pour concilier les exigences du monde d'où l'on vient et celles du monde auquel on

21. C. Mayrargue, «Trajectoires et enjeux contemporains du pentecôtisme en Afrique de l'Ouest.», *Critique internationale*, n°22 (1), 2004, p. 95-109.

aspire, tension pour se prémunir contre les pressions familiales de partage des ressources, tension pour organiser la promotion des enfants, leur assurer une meilleure vie, ce qui impose des dépenses nouvelles en éducation et en santé notamment, tension entre les générations qui ne reproduisent plus un état social acquis mais au contraire se projettent dans la différence et la rupture.

Par ailleurs, les classes moyennes valorisent et capitalisent, souvent sans se préoccuper d'autre chose que de leur propre industrie. L'idée de sens commun selon laquelle les classes moyennes vont automatiquement s'investir dans des « causes justes » et œuvrer pour le « bien commun » est un leurre. Les enquêtes montrent que dans les différents pays africains, les classes moyennes concentrent leur énergie sur le maintien de leur niveau de vie et s'investissent peu dans des mobilisations sociales et politiques chronophages et risquées²². Elles se reconnaissent cependant par leurs pratiques de frugalité, de modestie externe et de labeur. Leurs pratiques de consommation sont marquées par ces tensions, entre réalités du présent et aspirations, entre ressources limitées et projection dans la recherche d'un confort stabilisé.

22. D. Darbon et C. Toulabor (dir.), *L'invention des classes moyennes africaines. Enjeux politiques d'une catégorie incertaine*, Paris, Karthala, 2014.

Pratiques de consommation sous contrainte

Les ménages « classes moyennes » composent avec un budget qui reste pour nombre d'entre eux particulièrement limité. L'objectif est d'abord de sécuriser sa situation en mettant par exemple chaque mois de petites sommes de côté, puis, si le budget le permet, de consommer autre chose que des produits de base. Ces dénommés « extras » ou « luxuries » par les ménages se diversifient en fonction des sous-catégories²³.

Groupe « flottant »

Aylu est ferronnier. Il a appris ce métier grâce à une formation proposée par le gouvernement éthiopien et a monté sa propre petite affaire il y a trois ans à l'aide d'un microcrédit fourni par la puissance publique. Sa femme Sahay a un diplôme d'infirmière mais ne trouve pas de travail. Depuis la naissance de leur fils il y a un an, elle a mis ses recherches d'emploi en pause et s'occupe du petit. Afin d'améliorer le revenu familial, elle vend à ses voisins de l'*injera* (galette qui constitue la base des plats éthiopiens) qu'elle confectionne dans leur cuisine exigüe. Ils sont locataires d'un appartement d'une pièce dans un des désormais nombreux immeubles de la capitale. Ils rêvent d'avoir leur propre maison, une pièce séparée pour le petit et d'améliorer leur situation pour pouvoir accueillir un deuxième enfant.

Estimation du revenu mensuel du foyer : 2100 ETB = 309 \$ PPA

Revenu par jour et par tête : 3,4 \$ PPA

Principales dépenses :

- Nourriture : 30 %
- Frais pour le nouveau-né : 10 %
- Loyer : 56 %
- Groupe d'épargne : 4 %
- Très peu de frais de transport : ils se déplacent à pied pour économiser.

23. Les exemples sont extraits d'une étude menée par Clélie Nallet à Addis-Abeba entre septembre et décembre 2013.

Groupe intermédiaire

Beza et Amare, sexagénaires et parents de trois enfants, ont toujours travaillé dans la fonction publique. Ils ont peu à peu gravi les échelons et disposent aujourd'hui d'un revenu relativement confortable. Ils ont mis un point d'honneur à ce que leurs trois fils réalisent des études supérieures. Leur fils aîné est aujourd'hui informaticien, le cadet est technicien dans la compagnie aérienne nationale et le benjamin est parti « tenter sa chance » aux États-Unis. Propriétaires d'une grande maison qu'ils ont acquise durant le régime communiste dans les années 1980, ils louent une chambre à une étudiante et hébergent gratuitement dans les dépendances leur fils aîné, sa femme et son enfant ainsi que, depuis son divorce il y a un an, la sœur de Beza, et sa fille. Ils prennent d'ailleurs entièrement en charge les frais de ces deux dernières.

Estimation du revenu mensuel du foyer : 6500 ETB = 1000 \$ PPA

Revenu par jour et par tête : 8,3 \$ PPA

Principales dépenses :

- Nourriture : 50 %
- Frais de scolarité de la nièce : 20 %
- Transports publics : 10 %
- Épargne : 10 %
- Entretien de la maison : 5 %
- Extras (cafés et quelques sorties au restaurant) : 5 %

Groupe supérieur

Abi, 32 ans, se présente fièrement comme « jeune entrepreneur ». Il travaille à son compte en tant que consultant spécialisé dans l'économie du développement pour des projets gouvernementaux et des organisations internationales. Il propose aussi des services en maintenance informatique. Après avoir enseigné quelques années à l'université d'Addis-Abeba il a décidé de se « lancer dans sa propre affaire » il y a trois ans. Il commence à être connu dans son domaine et rêve de monter une petite entreprise avec des employés pour gérer encore plus de contrats, et surtout pour avoir les moyens d'aboutir à la construction de sa propre maison, qui en est au stade des fondations depuis un an. En attendant, il habite chez ses parents, ce qui lui permet d'économiser pour l'avenir.

Estimation du revenu mensuel du foyer : 6000 ETB = 923 \$ PPA

Revenu par jour et par tête : 20 \$ PPA

Principales dépenses :

- Restaurant le midi : 30 %
- Loisirs (salle de sport, cinéma et bars) : 10 %

- Contribution aux dépenses du foyer familial (achat de viande, frais de santé) : 10 %
- Construction de sa maison : 30 %
- Mise de côté pour ses projets professionnels : 20 %

Comment « accéder » à ses désirs ?

Les « classes moyennes », qui, rappelons-le, disposent dans leur majorité de capacités de consommation inférieures à 10 \$ par jour et par personne, cumulent des stratégies de gestion rigoureuse de leur budget et de « débrouille » afin de maintenir leur niveau de vie hors de la précarité et de réaliser leurs objectifs de promotion. Elles combinent des mondes souvent analysés à tort comme antinomiques : les secteurs informels et formels, la tradition et la modernité, l'institutionnel et les réseaux de solidarité.

Gestion minutieuse du budget et valorisation des ressources

La gestion du budget des foyers se resserre sur un noyau familial restreint et les sollicitations financières souvent nombreuses de l'entourage social élargi sont méticuleusement triées. Par exemple, des sommes conséquentes sont mobilisées afin de prendre en charge les frais de santé de la grand-mère, les frais de scolarisation du petit frère, l'hébergement d'une sœur et de sa fille suite à un divorce. En revanche, des tactiques sont mises en place, par exemple au niveau du logement, afin d'éviter de loger la parenté du village voire les vagues connaissances du père, qui « débarquent » en ville, pour une durée indéterminée. À Niamey, un journaliste disposant d'un revenu relativement confortable grâce aux profits qu'il réalise en élevant du bétail dans son village familial d'origine habite volontairement une chambre exigüe et vétuste dans la capitale afin d'éviter les visites de « ses cousins, ses oncles, ses anciens camarades de classe, leurs familles et leurs amis²⁴ ». Pour les mêmes raisons, à Ouagadougou, une femme relativement aisée ne finit pas la construction de sa maison et préfère partager une chambre avec sa fille²⁵.

Les ressources familiales des classes moyennes sont mutualisées et valorisées au sein du foyer, comme l'illustre le portrait

24. C. Nallet, « Entrer et vivre dans la "petite prospérité" à Niamey. Résultats d'une enquête auprès des ménages », *Afrique contemporaine*, n°244 (4), 2012.

25. H. Quénot-Suarez, *Consommer dans un environnement incertain. Le paradoxe des classes moyennes africaines*, Note de l'Ifri, 2012.

d'Abi. À 30 ans, il dispose d'un revenu deux fois supérieur à celui de ses parents. Il reste cependant dans le domicile familial, est hébergé et nourri gratuitement et est ainsi dédouané des frais importants de la vie quotidienne mais prend en charge des dépenses occasionnelles onéreuses : fournir la viande lors des célébrations de fêtes religieuses, prendre en charge les frais d'hospitalisation en cas de maladie d'un des membres du foyer.

L'organisation budgétaire est basée le plus souvent sur une mise en commun des ressources des revenus des deux chefs de ménages : la somme des revenus est confiée à la femme, qui gère les dépenses quotidiennes du foyer. Lorsque l'un des deux gagne significativement plus que l'autre, le revenu le moins élevé (généralement celui de la femme) est mis de côté chaque mois de façon quasi intégrale, afin de pouvoir faire face aux imprévus (maladie, décès, faillite).

Épargner : gérer les imprévus et réaliser ses rêves

Le logement constitue un gros poste de dépenses pour les classes moyennes, avec des situations très variées en fonction des régimes fonciers de chaque pays. En Afrique du Sud, les petites classes moyennes déploient chaque mois des sommes conséquentes afin de rembourser leurs crédits immobiliers, lorsqu'en Éthiopie, la saturation du marché foncier les amène à louer à coût élevé (exemple d'Aylu et Sahay) ou à rester dans le logement familial (exemple d'Abi), tout en rêvant de propriété (Abi, Aylu et Sahay). Mettre de l'argent de côté chaque mois est un enjeu de taille pour ces classes moyennes locataires ou propriétaires endettées.

L'épargne est une caractéristique essentielle des classes moyennes qui ne concerne pas que l'accès au foncier mais aussi le quotidien. Les ménages diversifient les moyens et les réseaux : ils épargnent de petites sommes aussi bien sur un compte bancaire que *via* des organisations qu'ils mettent en place entre groupes formés autour d'affinités communautaires, professionnelles, de voisinage ou encore d'âge. Ces groupes informels d'épargne sont connus sous le nom de *tontines* en Afrique de l'Ouest, *stokvels* en Afrique du Sud ou *ekub* en Éthiopie. Les sommes qui y sont épargnées ont des fonctions diverses : elles constituent une sécurité en cas d'imprévu (hospitalisation, systèmes spécifiques pour l'organisation des funérailles) ou encore, pour les commerçants et petits entrepreneurs, un capital de départ ou d'investissement.

La majorité des classes moyennes africaines sont bancarisées. Elles maintiennent cependant un attachement pour les modes d'épargne informels qui sont souvent préférés à l'épargne bancaire, surtout pour le groupe « flottant » : la pression sociale exercée par ces groupes d'épargne les « force » à mettre de petites sommes de côté, même si les fins de mois sont difficiles. Épargne et bancarisation ne vont pas forcément de pair, les services proposés

par les banques étant souvent peu adaptés aux situations de « tension » des classes moyennes. En Afrique du Sud, les classes moyennes investissent largement les services proposés par des organismes de crédit qui ont adapté leur offre en se servant des solidarités de groupe pour garantir le remboursement des prêts²⁶.

Nourriture et tactiques de consommation composites

Pour la majorité des familles des classes moyennes africaines, la nourriture reste la dépense principale. Trouver les aliments aux meilleurs prix occupe dans tous les pays une grande partie des discussions familiales, de voisinage et entre collègues. Les membres des classes moyennes africaines valorisent au mieux leur situation et savent comment optimiser chacune de leurs consommations au mieux de leurs intérêts en diversifiant les lieux d'achat et en jouant sur l'occasion, les marchés parallèles, les réseaux d'accès aux bonnes affaires. Les prix des produits sont particulièrement variables d'un lieu d'achat à un autre. Par exemple, à Conakry (Guinée), le prix des légumes varie de 30 % selon les lieux d'achat. Un pantalon jean coûte environ 180000 fg (20 € courants) en boutique, contre 80000 fg (8,88 € courants) ou 100000 fg (11 € courants) selon les marchés.

Les classes moyennes africaines développent des tactiques de consommation composites qui permettent, à revenu constant, d'augmenter leur pouvoir d'achat.

Les achats en nourriture de base non périssable sont réalisés en grande quantité une à deux fois le mois. Les produits achetés varient sensiblement selon les pays et les habitudes alimentaires. Par exemple, en Éthiopie il s'agit essentiellement d'huile, de sucre, de lentilles et de poids secs et en Afrique du Sud de farine de maïs, d'huile, d'œufs, de café soluble et de lait en poudre. Dans la majorité des pays africains, ces achats sont effectués dans des épiceries spécialisées dans l'achat en gros. L'achat des légumes a généralement lieu sur les marchés, une à deux fois par semaine. Les membres des classes moyennes réalisent souvent de longs trajets afin de se rendre sur les marchés où les produits sont les moins chers. Enfin, les achats d'appoint sont réalisés dans les petits commerces de proximité. De nombreux produits, par exemple le lait, la viande, les œufs, sont achetés en petite quantité, selon le budget disponible. Ces derniers produits sont au cœur des préoccupations budgétaires des classes moyennes qui souhaiteraient en agrémenter plus souvent leurs repas.

Les supermarchés sont plutôt des lieux d'achat de produits « plaisir » conditionnés en toutes petites quantités (biscuits, conditionnement « miniature » des produits d'hygiène et de bébé). Ils

26. É. Escusa, « La *lower middle class* à Soweto. Consommation et pratiques de socialisation », *Afrique contemporaine*, n°244 (4), 2012.

peuvent aussi paradoxalement constituer des lieux d'approvisionnement en demi-gros. En Afrique du Sud, les supermarchés ont adapté leurs services : ils proposent des *hampers* (panier proposant un assortiment de produits de base comme l'huile et la farine en grande quantité) et ont ajusté leurs offres promotionnelles aux stratégies pragmatiques des classes moyennes salariées de concentration des achats à la fin du mois, durant le week-end suivant le jour de paye²⁷.

Des innovations alimentaires existent (comme nous le verrons plus bas), mais restent limitées et ponctuelles, car les classes moyennes africaines sont en tension permanente entre leurs désirs d'« extras » et un budget restreint. Par ailleurs, les modes alimentaires sont profondément culturels et changent lentement. Les repas se prennent majoritairement à la maison et la cuisine familiale est souvent emportée au travail pour la pause déjeuner, même si les sorties au restaurant ou au *fast food*, dont les plus jeunes se privent moins, font envie. Les fins de mois des classes moyennes salariées sont généralement marquées par un retour aux « basiques », des plats à base consistante (riz au Togo, farine de maïs en Afrique du Sud, *injera* en Éthiopie), accompagnés parfois d'une sauce aux légumes et aux pois cassés.

Équipement et marchés parallèles

C'est à l'intérieur des logements des classes moyennes africaines que nous trouvons les marqueurs communs de la catégorie. Si les styles des intérieurs varient selon les pays, les âges, les religions et les moyens, certains indispensables sont typiques de ces populations « ni riches, ni pauvres ».

L'ameublement se compose d'incontournables : le canapé, souvent imposant, les fauteuils, la commode, sur laquelle trônent généralement des photos encadrées des remises de diplôme des enfants, et la table à manger. Au niveau de l'équipement : le réfrigérateur pour garder les produits frais, la chaîne hifi et la télévision et ses fameux *soapies*, séries télévisées populaires de production sud-africaine, nigériane, éthiopienne ou brésilienne.

Le niveau d'équipement des classes moyennes africaines est souvent très supérieur à ce que l'on pourrait attendre compte tenu de leurs revenus parce qu'elles passent par des marchés informels/illégaux et/ou de seconde main (technologie, vêtements, etc.).

27. *Ibidem*.

Figure 8 : Intérieur d'un logement « moyen » éthiopien



© Clélie Nallet, Éthiopie, Addis-Abeba, octobre 2013.

Figure 9 : Échoppes locales à Addis-Abeba (matelas et équipements de la maison)



© Clélie Nallet, Éthiopie, Addis-Abeba, 2013.

Le téléphone portable constitue un indispensable et les équipements en nouvelles technologies sont de plus en plus convoités (ordinateur portable, smartphone). Ceux qui peuvent se le permettre insistent sur l'importance d'acheter des produits venant d'Europe ou des États-Unis et non de Chine. Ils se les procurent par des réseaux informels de revendeurs ou demandent à des proches faisant partie de la diaspora de les leur envoyer directement. Ceux qui sont moins fortunés et moins connectés achètent des « chinoiseries » à bas prix et souvent de seconde main sur les marchés informels.

Innovations de l'offre : des consommateurs potentiels, mais sélectifs

Les villes africaines offrent des possibilités de consommation de plus en plus variées, en termes de produits et de lieux. Les supermarchés et les *malls*²⁸, véritables institutions dans des pays comme le Kenya et l'Afrique du Sud, se multiplient rapidement ces dernières années sur le continent. Ces supermarchés de grande envergure se sont implantés dans des pays comparativement plus pauvres (comme le Ghana), et dans des pays de tradition francophone (comme le Sénégal) moins habitués aux *malls*²⁹. Ces lieux sont-ils fréquentés par les classes moyennes africaines ? Là encore, les éléments de réponse se trouvent dans la grande diversité des situations des pays.

Défiance envers l'Occident

En Afrique du Sud, ces lieux ont définitivement modifié les pratiques de consommation des classes moyennes : leur présence a provoqué une modification du rythme des repas et de leur forme (repas pris à l'extérieur et emporté en boîtes), jusqu'à la nature même des produits consommés (accès au fromage sous vide, aux produits et boissons industriels). Pour la « petite classe moyenne noire » de Johannesburg, les yaourts en petite portion et les sucreries constituent la tête de liste des *luxuries*, la tranche de fromage est devenue un élément indispensable de la composition des sandwiches et les *fast food* constituent une sortie familiale hebdomadaire quasi-incontournable³⁰.

28. Les *malls* sont des centres commerciaux proposant un large éventail de services : boutiques, cafés, restaurants, agences de voyage, coiffeurs, salles de jeu, cinémas, etc.

29. H. Quénot-Suarez, *Consommer dans un environnement incertain. Le paradoxe des classes moyennes africaines*, Note de l'Ifri, mars 2012.

30. É. Escusa, *A Class by Consumption: the Groceries Shopping of the Lower Middle Classes in Johannesburg, South Africa*, Note de l'Ifri, 2013.

Figure 10 : Achat de produits de consommation par les classes moyennes sud-africaines



© Élodie Escusa, Afrique du sud, Johannesburg, juin 2011

Ces innovations des pratiques alimentaires se sont réalisées progressivement et elles restent fortement marquées par l'histoire des positions sociales (et raciales dans le cas sud-africain) des consommateurs. Les achats en groupe continuent par exemple d'être privilégiés par les femmes noires de la « petite classe moyenne » de Soweto. Il s'agit d'une pratique issue de l'apartheid : lorsqu'un certain assouplissement de la ségrégation a ouvert les portes des supermarchés aux femmes noires, elles ont préféré y aller en groupe pour se rassurer et se protéger³¹. Le choix des produits consommés par la « petite classe moyenne noire » est lui aussi directement lié à l'histoire du pays : le fait de pouvoir consommer – « I can afford » –, la fréquentation des supermarchés et la tranche de fromage dans le sandwich sont régulièrement valorisés en tant que symboles d'un « rattrapage » du niveau de vie des Sud-Africains blancs, d'une certaine revanche sur l'Histoire³².

Si la dimension économique, nous l'avons vu, est déterminante dans le choix des lieux d'achat, elle ne suffit clairement pas à expliquer la fréquentation de tel ou tel lieu, la consommation de tel ou tel produit. Les dimensions symboliques sont tout autant décisives. La question n'est donc pas seulement « puis-je me le permettre ? » mais « est-ce un endroit/un produit pour moi ? »

Les études menées en Ouganda et en Éthiopie montrent que les classes moyennes ne fréquentent guère ces nouveaux lieux de

31. *Ibidem*.

32. É. Escusa, « La *lower middle class* à Soweto. Consommation et pratiques de socialisation », *Afrique contemporaine*, n°244 (4), 2012.

consommation, souvent perçus comme des lieux réservés aux expatriés :

« J'achète mes légumes au marché et le reste dans les supermarchés. Enfin quand je dis supermarché je ne parle pas des grandes surfaces. Moi je n'ai pas besoin de Nutella, de camembert ou de poulet sous vide. Je parle des épiceries que tu vois le long des rues. » (Sahay, Éthiopienne, 35 ans, cuisinière dans une famille d'expatriés).

Les produits importés comme le beurre, le fromage, le chocolat, ne se retrouvent pas aux menus des classes moyennes ougandaises ni éthiopiennes, et sont souvent jugés inutiles, constituant un « gaspillage d'argent » dont seuls les « riches se permettent le luxe » de réaliser. Dans le cas éthiopien, ces produits, déconnectés des habitudes alimentaires, ne sont pas perçus comme attractifs. En revanche, certains jeunes du groupe supérieur de la classe moyenne d'Addis-Abeba concèdent acheter des produits de base (huile, sucre) et quelques « extras » (des biscuits) dans des supermarchés de taille moyenne qui se multiplient dans la capitale. L'aspect pratique et la proximité spatiale de ces lieux est mise en avant :

« Quand je rentre chez moi après une longue journée de travail, s'il me manque quelque chose je vais juste en bas, c'est peut-être plus cher mais il y a tout. » (Gizaw, 35 ans, comptable.)

En Ouganda, certains membres de la classe moyenne mettent en avant leur méfiance envers les aliments importés, notamment à cause des OGM, préférant la qualité des produits locaux, généralement considérés comme « biologiques »³³.

Ce dernier exemple montre à quel point la fréquentation de ces nouveaux lieux est plus liée aux perceptions qu'à l'offre réelle qu'ils proposent. Les produits proposés dans les supermarchés ne sont sans aucun doute ni plus ni moins biologiques que ceux vendus dans les échoppes de proximité. La fréquentation des grandes surfaces et la consommation de nouveaux produits est avant tout une question d'image et d'appropriation.

33. A. Fichtmüller, « Vers une émergence des classes moyennes ? », *Demain l'Afrique*, Après-Demain n°31, octobre 2014.

Faire siens les lieux d'achat : les supermarchés ivoiriens

L'exemple des supermarchés ivoiriens illustre ce processus d'appropriation. Comme dans de nombreux pays africains, ils sont apparus paradoxalement très tôt dans les grandes villes mais étaient réservés aux élites, aux étrangers et, surtout aux expatriés qui pouvaient s'y approvisionner en vins, viandes ou fromages arrivés tout droit de France. Pourtant, au fil d'un long processus, ces supermarchés sont devenus, sinon des lieux habituels d'achat, du moins des « lieux communs » et africanisés.

Dans le cas ivoirien, on note deux étapes. La première est la dévaluation de 1994, qui a contraint les propriétaires de magasins à « africaniser » en partie les produits, comme la viande ou par exemple, pour s'approvisionner sur les marchés locaux. Cela a changé l'acte d'achat des Européens et a fait venir la clientèle ivoirienne, attirée par des magasins « climés » et jolis qui proposaient – enfin – des produits de chez eux.

La deuxième étape est celle de la crise ivoirienne. Le départ massif des expatriés en 2004 a fait craindre le pire aux propriétaires de supermarchés mais les discours politiques qui portent sur l'identité ivoirienne ont paradoxalement eu – sur ce point précis – des effets positifs en décomplexant les Ivoiriens qui ont alors considéré que ce qui « est chez nous nous appartient ». La fréquentation des supermarchés n'est donc pas le seul fruit de campagnes publicitaires mais également des aléas économiques et d'une construction sociologique et politique de long terme.

Source : Hélène Quénot-Suarez, *Les panneaux publicitaires à Abidjan : miroirs des marques, marqueurs des consommations. Publicité, consommation et banalisation culturelle dans une Afrique en croissance*, Étude de l'Ifri, Paris, décembre 2013, p. 47 et suiv.

Défiance envers les riches

Cette défiance envers la consommation « à l'occidentale » est aussi un moyen pour ces classes moyennes de se distinguer des plus riches et de leurs pratiques qu'elles jugent ostentatoires. Les classes moyennes africaines se mettent explicitement à distance de l'ostentation et mettent en avant leur frugalité.

Ainsi, en Afrique du sud, elles vont consommer du fromage, mais refuser d'être rattachées aux « cheese-kids », expression qui

désigne ceux qui sont nés dans le luxe³⁴. Une observation plus fine des comportements de certains jeunes de la classe moyenne éthiopienne montre qu'ils ne sont pas totalement déconnectés des lieux qu'ils jugent *bling bling* et en font un usage occasionnel et sélectif. Par exemple, ils vont se rendre au cinéma du *mall* afin d'y regarder une grosse production américaine mais ne vont pas s'arrêter dans les nombreux bars et boutiques du *mall*, et sortir rapidement de la séance afin de pouvoir rentrer avec les derniers transports en commun. Ils vont acheter un *cake* à l'américaine dans une des nombreuses boulangeries, en plein essor ces dernières années, qui proposent un large choix de pâtisseries et de boissons chaudes à consommer sur place ou à emporter, sans jamais s'y attabler³⁵.

Les images médiatiques des classes moyennes africaines passant leur temps libre dans les centres commerciaux sont donc très éloignées de la réalité, mais affirmer que ces lieux n'affectent pas les pratiques de consommation n'est pas exact. En Éthiopie, le *cake* à l'américaine est d'ailleurs devenu, en l'espace d'une année, aux côtés des traditionnels morceaux de viande crue, un incontournable des célébrations d'anniversaire des familles classes moyennes qui peuvent se le permettre. Celles qui ne disposent pas du budget permettant son achat mangeront des oranges, fruits qui pour elles, constituent déjà un « extra » onéreux.

34. É. Escusa, *A Class by Consumption : the Groceries Shopping of the Lower Middle Classes in Johannesburg, South Africa*, Note de l'Ifri, 2013.

35. C. Nallet, *Classes moyennes éthiopiennes. Étude empirique d'une assignation catégorielle incertaine*, thèse pour le doctorat en science politique, université de Bordeaux, 2015.

Anniversaires



© Clélie Nallet, Éthiopie, Addis-Abeba

Groupe « flottant »

Hanna (gérante d'un petit salon de coiffure) fête ses 30 ans avec cinq amies dans l'unique pièce de sa maison. La traditionnelle cérémonie du café est pour l'occasion agrémentée de quelques quartiers d'orange, de *pop-corn* et de mousse de lait dans le café.



© Clélie Nallet, Éthiopie, Addis-Abeba

Groupe supérieur

Chez Abi, les enfants, vêtus de tenues traditionnelles éthiopiennes, souffleront leurs « bougies » sur un cake imposant, à l'effigie d'une célèbre souris beaucoup moins traditionnelle.

Ces deux dernières images montrent que ces classes moyennes, rappelons-le, ne disposent pas des mêmes capacités de consommation selon leur sous-groupe, mais aussi qu'elles n'ont *a priori* pas d'aversion pour les influences occidentales. Ce qui irrite ces classes moyennes sont les lieux tels qu'ils sont proposés (comme les nouvelles boulangeries clinquantes) et les produits tels qu'ils sont vantés. Ainsi, les nombreux panneaux publicitaires à Abidjan seront perçus plus comme une « pollution » de l'espace urbain que comme une invitation à essayer de nouveaux produits³⁶.

Les supermarchés pourront avoir du succès s'ils apparaissent, comme c'est le cas en Europe ou en Afrique du Sud, comme des lieux où l'on fait des économies. Or pour le moment, ils sont le plus souvent des lieux d'ostentation et de perte d'un lien social essentiel (au marché) car participant à la construction de la sécurité.

36. H. Quénot-Suarez, *Les panneaux publicitaires à Abidjan : miroirs des marques, marqueurs des consommations*, Études de l'Ifri, 2013.

Conclusion

Les classes moyennes sont donc moins des classes que des catégories mouvantes. Leur repérage ne peut s'effectuer que par leurs pratiques et non par de supposées positions de revenus, dont le calcul reste d'ailleurs sujet à caution.

Contrairement aux élites souvent éduquées à l'étranger, les classes moyennes sont les enfants de leur territoire : elles ont des pratiques frugales, une éthique du travail, beaucoup d'espoir dans l'avenir, en particulier pour leurs enfants et ont, pour beaucoup – au Ghana, en Afrique du Sud – une immense fierté africaine qui les pousse à n'occidentaliser que très partiellement leurs pratiques de consommation.

Si cette « émergence » des classes moyennes est une bonne nouvelle, elle doit conduire à prendre en compte les risques qu'elle comporte et les angles morts qui restent à éclairer.

Quels risques ? D'abord, celui, immense, de fragmentation sociale. Les pays les plus dangereux d'Afrique, hors ceux en guerre, sont aussi souvent les plus riches. On pense évidemment à l'Afrique du Sud mais aussi au Kenya ou au Nigeria, avec la terrible réputation de Lagos. Dans ces pays et ces grandes villes, l'insécurité est liée à un accroissement frappant des inégalités sociales. L'émergence des classes moyennes pourrait accentuer ces risques. En effet, même si 300 millions d'Africains semblent sortis de la pauvreté, plus de 700 millions y sont toujours. Par ailleurs, le changement de discours des institutions internationales et de certains gouvernements, comme le pouvoir éthiopien, tend à valoriser les « entrepreneurs » des classes moyennes, instillant, sciemment ou non, l'idée que les pauvres sont ceux qui n'ont pas « su » se prendre en charge pour faire évoluer leur situation. Ce renversement de perspective est d'une dangerosité redoutable. Sans une intervention décidée et, idéalement, efficace, du politique pour réguler ces inégalités sociales, des pays économiquement « bien portants » pourraient devenir socialement plus dangereux.

Les inégalités sociales se doublent d'inégalités spatiales : les études actuelles et les investisseurs se concentrent sur les grandes villes. Ces grandes villes, qui évoluent vite et sont extrêmement connectées au reste du monde s'opposent de plus en plus à des petites villes et des zones rurales souvent marginalisées et à la traîne. Ces disparités spatiales sont elles aussi une source de violence, comme l'a montré par exemple le drame récent du

massacre de Garissa, zone historiquement revendiquée par le Kenya mais aussi laissée pour compte par le pouvoir central.

Enfin, se pencher sur le rural est fondamental à deux titres. D'abord pour analyser, prévoir et peut-être limiter l'accroissement des disparités avec les plus grandes villes. Ensuite, économiquement, parce que ces zones rurales peuvent devenir des relais de croissance pour les investisseurs. Les classes moyennes existent également dans le monde rural, dans les petites plantations ivoiriennes, dans les riches zones agricoles du Kenya, mais restent des angles morts des études économiques. Pourtant, un simple coup d'œil à ces classes moyennes rurales permet de comprendre toute l'originalité et la spécificité des classes moyennes africaines et de se dépouiller d'une vision trop occidentalocentrée. C'est pour cette raison que nous proposons de clore cette étude sur un exemple de cette classe moyenne rurale, marqueur d'une Afrique en mouvement, contradictoire, loin de nos cadres de pensée mais dynamique et résolument tournée vers l'avenir.

Classes moyennes rurales : loin des idées reçues



© Hélène Quénot, Suarez, Kenya, 2010.

Nous sommes ici chez C., en 2010, dans une zone rurale marginalisée de l'Ouest kényan.

C'est un enseignant du primaire. Cette activité formelle lui garantit un revenu régulier et un statut social. Il couple cette activité formelle avec une activité informelle de jardinier, sur une niche particulière : les produits biologiques pour expatriés. Il est marié et a trois enfants. Il n'est pas « typique » des classes moyennes telles que nous pouvons les imaginer mais il en a bien le capital économique et social.

La photo montre qu'il porte des vêtements de seconde main mais de bonne qualité. Il ne possède pas de voiture mais un vélo. Sa maison, modeste ne possède pas l'électricité mais est en bon état, avec un toit neuf et une cuisine séparée. Il possède un générateur « pour voir les matches de foot » (un statut Facebook récent nous apprend cependant qu'il a maintenant le courant). Il a un grand jardin d'agrément, ce qui est rare au Kenya où les propriétaires préfèrent planter du maïs. On voit qu'il peut nourrir un chien et de la volaille. Il possède par ailleurs des ruches. Il atteint donc l'idéal d'autonomie (en particulier alimentaire) évoqué au début de cette étude.

Son capital culturel est très important : il parle quatre langues (l'anglais, le kiswahili, sa langue maternelle, le luo, et le kipokot, celle de sa femme). Il achète régulièrement le *National Geographic* et adore l'ikebana.

Il possède un smartphone et est très actif sur Facebook, où il poste des photos de ses enfants et de ses fleurs à son réseau très étendu. Ce représentant des classes moyennes rurales est un homme de « l'entre-deux », entre formel et informel, entre mode de vie traditionnel et hyper modernité des réseaux sociaux. C'est dans ces dynamiques – et parfois ces contradictions – que se niche le cœur de la définition des classes moyennes en Afrique.